



# Rapport financier semestriel 2009

# Table des matières

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2009

## **3. Rapport semestriel d'activité**

## **9. Comptes consolidés intermédiaires résumés**

10. États financiers

16. Annexe aux comptes consolidés intermédiaires résumés

37. Rapport des CAC sur l'examen limité des comptes consolidés intermédiaires résumés

## **38. Responsable du document**

# Rapport semestriel d'activité

## 1. Situation de la société et activité au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2009

Malgré la crise économique d'une ampleur exceptionnelle, le chiffre d'affaires péage progresse de 0,2% au 1<sup>er</sup> semestre.

La mise en service de la section Rueil – Vaucresson/Le Chesnay du Duplex A86 est intervenue début juillet 2009. Les travaux de la section Vaucresson/Le Chesnay – Versailles se sont poursuivis avec le montage des équipements et les premiers essais.

Cofiroute exploite depuis le 16 juin la section Artenay – Courtenay (101 km) de l'A19 pour le compte du Concessionnaire Arcour (filiale de VINCI), dans le cadre d'un contrat de prestations de services.

## 2. Trafic

Le 1<sup>er</sup> trimestre a été marqué par des décalages calendaires défavorables, des perturbations météorologiques à répétition et une récession économique affectant lourdement le transport poids lourds (PL). A fin mars, le trafic en baisse de 5,1% provoquait un recul du chiffre d'affaires péage de 4,5%.

La situation s'est nettement améliorée au 2<sup>ème</sup> trimestre grâce à un calendrier devenu favorable et au rebond du trafic véhicules légers (VL), tandis que celui du PL se stabilisait. Sur l'ensemble du semestre, le trafic à réseau stable, mesuré en kilomètres parcourus, enregistre une baisse à 0,9% (VL + 2,2% et PL -14,7%), essentiellement imputable à l'effet de l'année bissextile 2008.

Les sections nouvelles en service depuis moins de 2 ans apportent un complément de trafic de 1,3%, à réseau évolutif le trafic progresse donc de 0,4% (VL + 3,5 % et PL -13,8 %).

## 3. Recettes

Les tarifs ont augmenté au 1er février 2009, conformément au contrat de concession. Les taux d'augmentation appliqués ont été de 2,7 % pour les véhicules légers (classes 1, 2 et 5), et de 5,4 % pour les poids lourds (classes 3 et 4). Ces révisions tarifaires tiennent compte de l'inflation et d'une augmentation additionnelle de 0,41% au titre de l'avenant 13, qui fixe les compensations financières liées à la section du Contournement Nord d'Angers.

Néanmoins, l'évolution fortement contrastée entre le trafic positif des VL et celui négatif des PL, provoque un effet prix négatif de 0,2%. En fonction de l'effet conjugué du trafic et des tarifs, la recette de péage progresse de 0,2% à 500,8 M€.

## 4. Construction de sections nouvelles et gros entretien du réseau en service

Le contrat de plan 2004 – 2008 est entièrement réalisé, à l'exception prévue de l'élargissement de l'A71 entre Orléans et Olivet en cours de réalisation.

Au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2009, les investissements, qui se sont élevés à 118 M€, concernent pour l'essentiel le projet du Duplex A86 et l'amélioration du réseau interurbain.

### 4.1. Duplex A86 (69 M€)

La première section du Duplex A86, entre Rueil et Vaucresson/Le Chesnay a fait l'objet d'une mise en service début juillet, à l'issue d'une période de pré exploitation et de la réussite d'un exercice majeur associant les équipes de Cofiroute et celles des services de secours.

Les travaux du Duplex A86 reliant Vaucresson à Versailles se sont poursuivis. Pour l'essentiel, les travaux de génie civil sont terminés et l'installation des équipements est en cours dans une perspective de mise en service de l'ouvrage au 1<sup>er</sup> semestre 2011.

### 4.2. Travaux d'amélioration du réseau interurbain (39 M€)

Les travaux d'élargissement de l'A71 entre Orléans et Olivet sont toujours dans une phase très active : coulage des piles du viaduc de franchissement de la Loire, lancement des travaux d'élévation et des terrassements des nouvelles emprises sur la section courante, réalisation des structures de chaussée. La mise en service provisoire de l'élargissement entre la Loire et Orléans la Source est prévue pour le dernier trimestre 2009 ; l'achèvement complet des travaux interviendra en 2010.

La mise aux normes autoroutières de la section de l'A85 entre Langeais et Druye à l'est de Tours, transférée par l'Etat à Cofiroute en 2007, est très avancée : remplacement des barrières de sécurité, des ponts, mise en conformité des refuges, création d'un bassin de traitement des eaux.

Le programme d'éco-rénovation des aires de repos s'est poursuivi avec la mise au standard de la nouvelle charte qualité visuelle des 10 aires de l'A81 et le lancement du remplacement des sanitaires sur l'A10 entre Orléans et Tours qui se terminera au second semestre 2009.

## 5. Exploitation du réseau

L'automatisation du péage a été étendue à 5 nouvelles gares au 1<sup>er</sup> semestre, ce qui porte à 54 le nombre de gares équipées. Parallèlement, la téléopération assurée depuis 3 centres installés sur le réseau, a été développée en termes de ressources (formation du personnel à ce nouveau métier) et de moyens (amélioration des systèmes d'information).

Le taux de transactions automatiques, qui a connu une nouvelle progression, dépasse 70% et le nombre de badges actifs Liber-t est en progression sur 12 mois de 23%.

La Direction Régionale Anjou-Atlantique a obtenu le 8 avril 2009 la certification environnementale ISO 14001, en cohérence avec la démarche développement durable de l'entreprise. Cette démarche est en cours de déploiement dans les autres Directions de Cofiroute.

## 6. Filiales et participations

### 6.1. Cofiroute Participations

Cofiroute Participations, filiale à 100 % de Cofiroute, porte les titres des sociétés Cofiroute Corporation (Etats-Unis), Cofiroute UK (Royaume Uni) et SERA (France).

Le résultat net de Cofiroute Participations s'élève à 517 K€, dont -10 K€ de résultat d'exploitation, 531K€ de résultat financier, et -4 K€ d'impôt sur les sociétés.

Le résultat financier, en baisse par rapport à 2008, est lié principalement aux produits de participation en provenance de la filiale SERA pour 500 K€, ainsi qu'aux produits dégagés par la convention de trésorerie passée avec Cofiroute de 20 K€.

## 6.2. Toll Collect (Allemagne)

Toll Collect GmbH (TC), une société de droit allemand détenue à 10 % par Cofiroute, à 45 % par Daimler Financial Services (DFS), et à 45 % par Deutsche Telekom (DT), est titulaire d'un contrat avec le Bund jusqu'en 2015, avec trois extensions possibles jusqu'en 2018.

Son objet est la mise au point, le financement et l'exploitation d'un service de perception automatisé du péage pour les poids lourds de 12 tonnes et plus sur le réseau fédéral allemand. Cette perception automatique utilise la technologie satellitaire pour localiser les poids lourds et la téléphonie mobile pour transmettre les transactions. Pour ce faire, les poids lourds doivent être équipés d'un OBU (On Board Unit). Les chauffeurs poids lourds peuvent également faire des réservations manuelles, à des bornes de péage ou sur Internet. La collecte est opérationnelle depuis le 1er janvier 2005 sur 12.000 km d'autoroutes.

Le projet se déroule de façon satisfaisante. Au 1er janvier 2009, la collecte du péage se faisait sur 12.689 km d'autoroutes et sur 42 km de routes nationales.

Au premier semestre 2009, le trafic a diminué d'environ 15% par rapport au premier semestre de 2008. Les revenus ont néanmoins augmenté de 22% compte tenu de l'augmentation des tarifs du 1<sup>er</sup> janvier 2009. Toll Collect a collecté 2,18 milliards d'euros au premier semestre 2009, dont 90 % avec le système automatique et 10 % avec le système manuel.

En 2008, le taux de précision du système automatique était en moyenne de 99,75 %, comme sur l'année précédente. Au 30 juin 2009, 642.000 poids lourds étaient équipés d'un OBU.

Les principaux résultats de la société Toll Collect GmbH pour le premier semestre de son année fiscale (du 1er septembre 2008 au 28 février 2009) sont les suivants :

- Chiffre d'affaires 282,5 M€
- EBIT 47,4 M€
- Résultat après impôts 36,8 M€

Il est rappelé que le Bund a initié une procédure d'arbitrage le 8 septembre 2004 et réclame au consortium 5 500 M€ en pénalités et manque à gagner du fait du retard du projet. La procédure d'arbitrage suit son cours, et devrait se poursuivre en 2010. En tout état de cause, cela ne devrait pas avoir d'impact sur les comptes de Cofiroute, qui a déjà atteint en décembre 2004 le plafond de sa contribution financière au projet (pour mémoire, un avenant aux accords de consortium signé le 31 août 2004 confirme la limitation de la contribution financière de Cofiroute à 70 M€).

## 7. Comptes semestriels consolidés

### 7.1. Chiffre d'affaires

En application de la norme IFRIC 12 concernant les contrats de concession de service public, le chiffre d'affaires consolidé est désormais constitué par un chiffre d'affaires d'exploitation, fruit de l'exploitation du péage et un chiffre d'affaires construction, prestations de construction des infrastructures réalisées pour le compte de l'Etat.

Le chiffre d'affaires d'exploitation consolidé s'établit, au 30 juin 2009, à 513,2 M€, contre 511,4 M€ au 1<sup>er</sup> semestre 2008, soit une progression de 0,4%.

Le chiffre d'affaires construction s'élève à 82,3 M€ contre 163,0 M€ au 30 juin 2008, soit une diminution de 49,5% en liaison avec l'achèvement du contrat de plan 2004-2008.

En cumul, le chiffre d'affaires s'établit à 595,4 M€, à comparer à 674,4 M€ au 1<sup>er</sup> semestre 2008.

## 7.2. EBITDA

L'EBITDA s'établit à 359,8 M€ contre 365,5 M€ l'année précédente, soit une baisse de 5,7 M€ (-1,6%) par rapport à 2008. Cette diminution s'explique essentiellement par les coûts liés à la pré exploitation du Duplex A86.

## 7.3. Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel baisse de 3,1% à 263,6 M€ au 1<sup>er</sup> semestre 2009, contre 271,9 M€ en 2008.

## 7.4. Résultat financier

Le coût de l'endettement financier diminue de 4,2 M€, parallèlement à l'endettement net, pour s'élever à -76,4 M€. Compte tenu des intérêts intercalaires à 42,2 M€, en diminution de 7,5 M€ avec la mise en service des sections nouvelles et la baisse des charges financières, le résultat financier est de -38,1 M€, à comparer à -30,6 M€ au 30 juin 2008.

## 7.5. Résultat net

Compte tenu de la charge d'impôts sur les bénéficiaires qui est de 65,0 M€, le résultat net s'établit à 145,9 M€, contre 158,1 M€ l'année précédente.

## 7.6. Bilan consolidé

L'endettement net fin juin 2009 s'élève à 3 215,8 M€, à comparer à 3 266,3 M€ en juin 2008.

Compte tenu du niveau significatif des investissements réalisés, les actifs non courants totalisent 5 852 M€ au 30 juin 2009, en augmentation de 170 M€ sur le 30 juin 2008.

# 8. Comptes sociaux

## Compte de résultat

Le chiffre d'affaires semestriel progresse de 0,9 M€ et s'établit à 509,4 M€, compte tenu d'une recette de péage qui totalise 500,8 M€.

Le résultat d'exploitation diminue de 9,0 M€ à 256,1 M€, ainsi que le résultat financier en baisse de 7,8 M€ à -33,4 M€.

Compte tenu d'un résultat exceptionnel de -3 M€ et d'une charge d'impôts de 75,6 M€, le résultat net de la période atteint 144,1 M€, à comparer à 160,1 M€ au 30 juin 2008.

# 9. Événements importants survenus depuis le 30 juin 2009

Depuis début juillet, la section Rueil – Vaucresson/Le Chesnay du Duplex A86 est en service de 6 h à 22h. Les premières semaines d'exploitation, qui se sont déroulées sans problème majeur, ont permis de conforter l'expérience acquise par les équipes de Cofiroute pendant la période de pré exploitation.

L'ouverture 24h/24 doit intervenir fin août avec la reprise du trafic en région Ile-de-France.

## 10. Principaux risques et principales incertitudes pour le second semestre 2009

L'évolution du trafic est impactée par le contexte économique et social. Le rebond du trafic VL s'est prolongé pendant les congés d'été ; le redressement du trafic PL reste conditionné par une sortie de crise.

Cofiroute, Délégitaire de Service Public, doit maintenir son réseau en service. Des mesures ont été prises pour satisfaire à cette obligation en cas de pandémie grippale et pour être en mesure d'informer et protéger les clients et les salariés de l'entreprise.

## 11. Composition du Conseil d'Administration

Au 30 juin 2009 le Conseil d'Administration est composé de :

Pierre Coppey, Président-directeur général

Patrick Faure

Xavier Huillard

Christian Saint-Etienne

Cofiroute holding, représentée par Bernard Huvelin

Colas, représentée par Hervé Le Bouc

VINCI Concessions, représentée par Henri Stouff

VINCI Construction, représentée par Richard Francioli

## 12. Répartition du capital social

Le capital social de Cofiroute au 30 juin 2009 est ainsi réparti :

→ VINCI CONCESSIONS	65,33 %
→ COFIROUTE HOLDING	17,99 %
→ COLAS	16,67 %
→ Autres	0,01 %

Aucune portion du capital de la société n'est détenue par les salariés.





# Sommaire

## des comptes consolidés intermédiaires résumés au 30 juin 2009

10	Compte de résultat consolidé
11	Résultat Global
12	Bilan consolidé
14	Tableau des flux de trésorerie consolidés
15	Variation des capitaux propres consolidés

### Annexe aux comptes consolidés intermédiaires résumés

16	<b>A. Saisonnalité de l'activité</b>
16	<b>B. Principes comptables et méthodes d'évaluation</b>
16	1. Principes généraux
22	2. Méthodes de consolidation
23	3. Règles et méthodes d'évaluation
24	<b>C. Information sectorielle</b>
24	<b>D. Notes relatives au compte de résultat</b>
24	4. Chiffre d'affaires
25	5. Résultat opérationnel
26	6. Charges et produits financiers
26	7. Impôt sur les bénéfices
26	8. Résultat par action
27	<b>E. Notes relatives au bilan</b>
27	9. Immobilisations incorporelles du domaine concédé
29	10. Immobilisations corporelles
29	11. Autres actifs financiers non courants
30	12. Capitaux propres
31	13. Paiement en actions
32	14. Provisions non courantes
33	15. Besoin en fonds de roulement et provisions courantes
36	16. Informations relatives à l'endettement financier net
36	17. Informations relatives à la gestion des risques financiers
36	18. Transactions avec les parties liées
36	19. Obligations contractuelles et autres engagements donnés ou reçus
36	<b>F. Événements postérieurs à la clôture</b>

# Comptes consolidés intermédiaires résumés au 30 juin 2009

## Compte de résultat consolidé

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	2009 1er semestre	2008 (*) 1er semestre	2008 exercice
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES</b>	<b>4</b>	<b>595,4</b>	<b>674,4</b>	<b>1 349,5</b>
dont:				
Chiffre d'affaires -hors construction de nouvelles infrastructures en concession		513,2	511,4	1 077,1
Chiffre d'affaires réalisé pour la construction de nouvelles infrastructures		82,3	163,0	272,4
Produits des activités annexes		1,0	1,4	3,5
Charges opérationnelles		- 332,6	- 403,1	- 773,2
<b>Résultat opérationnel sur activité</b>	<b>5</b>	<b>263,8</b>	<b>272,7</b>	<b>579,8</b>
Paiement en actions	5	- 0,4	- 1,0	- 2,0
Résultats des entreprises associées		0,2	0,3	0,6
<b>RÉSULTAT OPÉRATIONNEL</b>	<b>5</b>	<b>263,6</b>	<b>271,9</b>	<b>578,4</b>
Coût de l'endettement financier brut		- 80,2	- 92,3	- 193,6
Produits financiers des placements de trésorerie		3,9	11,8	23,9
<b>Coût de l'endettement financier net</b>	<b>6</b>	<b>- 76,4</b>	<b>- 80,5</b>	<b>- 169,7</b>
Autres produits et charges financiers	6	38,2	49,9	88,3
Impôts sur les bénéfices	7	- 79,6	- 83,2	- 173,1
<b>Résultat net</b>		<b>145,9</b>	<b>158,1</b>	<b>323,9</b>
Résultat net - Part des minoritaires		0,0	0,0	0,0
<b>RÉSULTAT NET - Part du Groupe</b>		<b>145,9</b>	<b>158,1</b>	<b>323,9</b>
<b>RÉSULTAT NET de base et dilué par action (en euros) - Part du Groupe</b>	<b>8</b>	<b>36,0</b>	<b>39,0</b>	<b>79,8</b>

(\*) Chiffres retraités conformément au changement de méthode appliqué au 31 décembre 2008 (voir note B.1.3.1. « IFRIC 12 : traitement des contrats de concessions »).

# Résultat global

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>2009</b>	<b>2008 (*)</b>	<b>2008</b>
	<b>1er semestre</b>	<b>1er semestre</b>	<b>exercice</b>
<b>Résultat net de l'exercice (y compris part des minoritaires)</b>	<b>145,9</b>	<b>158,1</b>	<b>323,9</b>
<b>Instruments financiers: variation de juste valeur</b>	<b>- 5,9</b>	<b>- 0,3</b>	<b>- 5,5</b>
-dont Actifs financiers disponibles à la vente (**)			
-dont Couverture de flux de trésorerie (part efficace) (***)	- 5,9	- 0,3	- 5,5
Variation des capitaux propres des entreprises associées comptabilisées directement en capitaux propres			
Ecarts de conversion	0,2	- 0,3	- 0,4
Impôts	2,0	0,1	1,9
<b>Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres</b>	<b>- 3,7</b>	<b>- 0,4</b>	<b>- 4,1</b>
<b>Résultat global</b>	<b>142,2</b>	<b>157,7</b>	<b>319,8</b>
-dont Part du Groupe	142,2	157,7	319,8
-dont Part des intérêts minoritaires	0,0	0,0	0,0

(\*) Chiffres retraités conformément au changement de méthode appliqué au 31 décembre 2008 (voir note B.1.3.1. « IFRIC 12 : traitement des contrats de concessions »).

(\*\*) Aux dates de clôture, les titres disponibles à la vente sont évalués à la juste valeur. En l'absence d'indication objective de dépréciation, ces variations de juste valeur sont comptabilisées directement en capitaux propres.

(\*\*\*) Les variations de juste valeur des couvertures de flux de trésorerie (couverture de taux) sont comptabilisées en capitaux propres pour la part efficace de la couverture. Les gains ou pertes accumulés en capitaux propres sont rapportés en résultat au moment où le flux de trésorerie couvert affecte le résultat.

# Bilan consolidé actif

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	30/06/09	30/06/08 (*)	31/12/08
<b>Actifs non courants</b>				
Immobilisations incorporelles du domaine concédé	9	5 231,9	5 042,6	5 193,9
Immobilisations corporelles du domaine concédé		589,6	631,5	566,8
Immobilisations corporelles	10	6,9	4,3	4,3
Participations dans les entreprises associées		0,8	0,9	0,8
Autres actifs financiers non courants	11	1,0	0,4	0,4
Juste valeur des produits dérivés actifs non courants	16	21,7	2,5	19,2
<b>Total actifs non courants</b>		<b>5 851,9</b>	<b>5 682,1</b>	<b>5 785,4</b>
<b>Actifs courants</b>				
Stocks et travaux en cours	15	1,4	1,4	1,4
Clients et autres créances d'exploitation	15	94,8	121,3	77,6
Autres actifs courants	15	2,1	1,9	12,6
Actifs d'impôt exigible		0,0	9,6	19,2
Juste valeur des produits dérivés actifs courants	16	76,4	72,1	69,8
Actifs financiers de gestion de trésorerie	16	139,7	9,2	9,4
Disponibilités et équivalents de trésorerie	16	283,0	480,7	402,6
<b>Total actifs courants</b>		<b>597,4</b>	<b>696,2</b>	<b>592,6</b>
<b>TOTAL ACTIFS</b>		<b>6 449,3</b>	<b>6 378,3</b>	<b>6 378,0</b>

(\*) Chiffres retraités conformément au changement de méthode appliqué au 31 décembre 2008 (voir note B.1.3.1. « IFRIC 12 : traitement des contrats de concessions »).

# Bilan consolidé passif

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	30/06/09	30/06/08 (*)	31/12/08
<b>Capitaux propres</b>				
Capital Social		158,3	158,3	158,3
Réserves consolidées		1 707,3	1 573,2	1 419,6
Réserves de conversion		- 0,5	- 0,5	- 0,7
Réserves de juste valeur		- 5,0	2,4	- 1,0
Résultat net - Part du Groupe		145,9	158,1	323,9
<b>Capitaux propres - Part du Groupe</b>	12	<b>2 006,0</b>	<b>1 891,5</b>	<b>1 900,1</b>
Intérêts minoritaires		0,0	0,0	0,0
<b>Total capitaux propres</b>	<b>12</b>	<b>2 006,0</b>	<b>1 891,5</b>	<b>1 900,1</b>
<b>Passifs non courants</b>				
Provisions non courantes	14	21,5	17,0	21,9
Emprunts obligataires	16	2 237,0	2 523,3	2 240,7
Autres emprunts et dettes financières	16	1 099,3	857,4	1 098,5
Juste valeur des produits dérivés passifs non courants	16	10,8	7,3	5,0
Impôts différés passifs		331,8	260,3	319,3
<b>Total passifs non courants</b>		<b>3 700,4</b>	<b>3 665,4</b>	<b>3 685,3</b>
<b>Passifs courants</b>				
Provisions courantes	15	177,8	171,2	171,1
Fournisseurs	15	45,3	27,4	40,8
Dettes sur immobilisations	15	32,2	91,1	75,1
Autres passifs courants	15	81,0	89,0	91,8
Passifs d'impôt exigible		17,3		0,0
Dettes financières courantes	16	364,1	421,0	386,9
Juste valeur des produits dérivés passifs courants	16	25,2	21,7	26,9
<b>Total passifs courants</b>		<b>742,9</b>	<b>821,4</b>	<b>792,6</b>
<b>TOTAL PASSIFS &amp; CAPITAUX PROPRES</b>		<b>6 449,3</b>	<b>6 378,3</b>	<b>6 378,0</b>

(\*) Chiffres retraités conformément au changement de méthode appliqué au 31 décembre 2008 (voir note B.1.3.1. « IFRIC 12 : traitement des contrats de concessions »).

## Tableau des flux de trésorerie consolidés

(en millions d'euros)	Notes	2009 1er semestre	2008 (*) 1er semestre	2008 exercice
<b>Résultat net consolidé</b>		<b>145,9</b>	<b>158,1</b>	<b>323,9</b>
Dotations nettes aux amortissements		98,8	93,0	191,7
Dotations nettes aux provisions		1,6	- 0,4	6,8
Paievements en actions (IFRS 2) et autres retraitements	5	- 1,1	- 0,3	- 1,4
Résultat sur cessions		0,1	0,2	0,3
Quote-part de résultat des entreprises associées		- 0,2	- 0,3	- 0,6
Dividendes des sociétés non consolidées		- 0,6	0,0	0,0
Coûts d'emprunt immobilisés	6	- 42,2	- 49,6	- 91,9
Coût de l'endettement financier net	6	76,4	80,5	169,7
Charges d'impôt (y compris impôts différés)	7	79,6	83,2	173,1
<b>Capacité d'autofinancement avant coût de financement et impôts</b>		<b>358,2</b>	<b>364,4</b>	<b>771,5</b>
Variation du BFR	15.1	- 12,9	8,1	57,2
Variation des provisions courantes	15.2	2,3	- 4,5	- 8,6
Impôts payés		- 25,9	- 89,7	- 126,1
Intérêts financiers nets payés	6	- 110,8	- 88,6	- 150,5
<b>Flux de trésorerie liés à l'activité</b>	<b>I</b>	<b>210,9</b>	<b>189,8</b>	<b>543,4</b>
<i>Investissements en immobilisations corporelles et incorporelles</i>	10	- 2,5	- 0,4	- 1,1
<i>Cession des immobilisations corporelles et incorporelles</i>		0,1	0,3	0,3
Investissements opérationnels nets	11	- 2,4	- 0,1	- 0,8
Investissements en immobilisations du domaine concédé (nets de subventions reçues)	9	- 160,6	- 174,3	- 349,3
Acquisition de titres de participation (consolidés et non consolidés)		- 0,6	0,0	0,0
Cession de titres de participation (consolidés et non consolidés)		0,0	0,0	0,0
Incidence nette des variations de périmètre		0,0	0,0	0,0
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence et non consolidées		1,0	0,3	0,7
<b>Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissements</b>	<b>II</b>	<b>- 162,7</b>	<b>- 174,1</b>	<b>- 349,5</b>
Dividendes payés				
- aux actionnaires de COFIROUTE SA	12.2	- 35,5	- 30,0	- 182,8
Encaissements liés aux nouveaux emprunts	16	0,5	5,3	255,8
Remboursements d'emprunts & variation des autres dettes financières courantes	16	- 2,7	- 2,5	- 353,8
Variation des actifs de gestion de trésorerie et des autres dettes courantes	16	- 130,3	15,0	14,7
<b>Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement</b>	<b>III</b>	<b>- 168,0</b>	<b>- 12,1</b>	<b>- 266,2</b>
<b>Variation de la trésorerie nette</b>	<b>I + II + III</b>	<b>- 119,8</b>	<b>3,5</b>	<b>- 72,3</b>
Trésorerie nette à l'ouverture		402,6	477,4	477,4
Autres variations		0,2	- 0,2	- 2,5
<b>Trésorerie nette à la clôture</b>		<b>283,0</b>	<b>480,7</b>	<b>402,6</b>
Augmentation (diminution) des actifs financiers de gestion de trésorerie		130,3	- 15,0	- 14,7
(Émission) remboursement des emprunts		2,2	- 2,9	98,0
Autres variations		34,8	8,1	- 12,4
Incidence des variations de juste valeur		- 6,5	- 0,4	4,2
Incidence des variations des cours des devises		0,1	- 0,2	- 0,2
<b>Variation de l'endettement net</b>	<b>16</b>	<b>41,1</b>	<b>- 6,7</b>	<b>2,6</b>
Endettement net en début de période		- 3 257,0	- 3 259,6	- 3 259,6
<b>Endettement net en fin de période</b>		<b>- 3 215,8</b>	<b>- 3 266,3</b>	<b>- 3 257,0</b>

(\*) Chiffres retraités conformément au changement de méthode appliqué au 31 décembre 2008 (voir note B.1.3.1. « IFRIC 12 : traitement des contrats de concessions »).

Variation des **capitaux propres** consolidés

Capitaux Propres - Part du Groupe								
	Capital social	Réserves consolidées	Réserves de conversion	Réserves de Juste Valeur	Résultat net	Total	Minoritaires	Total
<i>(en millions d'euros)</i>								
<b>Capitaux propres 01/01/08 (*)</b>	<b>158,3</b>	<b>1 248,6</b>	<b>- 0,3</b>	<b>2,6</b>	<b>354,7</b>	<b>1 763,9</b>	<b>0,0</b>	<b>1 763,9</b>
Résultat net de la période					158,1	158,1		158,1
Résultat global de la période		0,0	- 0,3	- 0,2	158,1	157,7	0,0	157,7
Affectation de résultat et dividendes distribués		324,7			- 354,7	- 30,0		- 30,0
Paiements en actions		- 0,1				- 0,1		- 0,1
Variation de périmètre						0,0	0,0	0,0
<b>Capitaux propres 30/06/08 (*)</b>	<b>158,3</b>	<b>1 573,2</b>	<b>- 0,6</b>	<b>2,4</b>	<b>158,1</b>	<b>1 891,5</b>	<b>0,0</b>	<b>1 891,5</b>
Résultat net de la période					165,8	165,8		165,8
Résultat global de la période		0,0	- 0,1	- 3,4	165,8	162,3	0,0	162,2
Affectation de résultat et dividendes distribués		- 152,8			0,0	- 152,8		- 152,8
Paiements en actions		- 0,8				- 0,8	0,0	- 0,8
<b>Capitaux propres 31/12/08</b>	<b>158,3</b>	<b>1 419,6</b>	<b>- 0,7</b>	<b>- 1,0</b>	<b>323,9</b>	<b>1 900,1</b>	<b>0,0</b>	<b>1 900,1</b>
Résultat net de la période					145,9	145,9		145,9
Résultat global de la période			0,2	- 3,9		142,2	0,0	142,2
Affectation de résultat et dividendes distribués		288,4			- 323,9	- 35,5		- 35,5
Paiements en actions		- 0,7				- 0,7		- 0,7
<b>Capitaux propres 30/06/09</b>	<b>158,3</b>	<b>1 707,3</b>	<b>- 0,5</b>	<b>- 5,0</b>	<b>145,9</b>	<b>2 006,0</b>	<b>0,0</b>	<b>2 006,0</b>

(\*) Chiffres retraités conformément au changement de méthode appliqué au 31 décembre 2008 (voir note B.1.3.1. « IFRIC 12 : traitement des contrats de concessions »).

# Annexe aux comptes consolidés

## A. Saisonnalité de l'activité

Le premier semestre de l'exercice est marqué par un volume d'activité inférieur à celui de la seconde partie de l'année, en raison du niveau élevé du trafic constaté au cours de la période estivale.

Le niveau de chiffre d'affaires et celui des résultats ne peuvent donc pas être extrapolés sur l'ensemble de l'exercice.

L'impact des facteurs saisonniers n'a fait l'objet d'aucune correction sur les comptes semestriels du Groupe.

Les produits et charges des activités ordinaires que le Groupe perçoit ou supporte de façon saisonnière, cyclique ou occasionnelle sont pris en compte selon des règles identiques à celles retenues pour la clôture annuelle. Ils ne sont ni anticipés, ni différés à la date de l'arrêté intermédiaire.

Les risques nés dans le semestre, y compris ceux dont le dénouement est prévu au second semestre de l'exercice, sont provisionnés à la clôture de la période.

## B. Principes comptables et méthodes d'évaluation

### 1. Principes généraux

Les comptes consolidés semestriels du Groupe au 30 juin 2009 ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ». Ils ont été arrêtés par le Conseil d'administration du 26 août 2009. S'agissant de comptes résumés, ils n'incluent pas toute l'information requise par le référentiel IFRS et doivent être lus en relation avec les états financiers consolidés du Groupe, pour l'exercice clos le 31 décembre 2008.

Les principes comptables retenus pour la présentation des comptes consolidés semestriels sont conformes aux normes et interprétations IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne au 30 juin 2009, en application du règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002.<sup>(1)</sup> Il est rappelé que le Groupe avait choisi d'appliquer par anticipation dès la clôture au 31 décembre 2008 l'interprétation IFRIC 12 « Traitement comptable des contrats de concession » (voir la note A.1.3.1 « IFRIC 12 : Traitement des contrats de concession » du rapport financier 2008 publié le 30 avril 2009), dont l'application deviendra obligatoire au 1<sup>er</sup> janvier 2010.

Ces principes comptables retenus sont cohérents avec ceux utilisés dans la préparation des comptes consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2008, à l'exception des points présentés ci-dessous.

### 1.1 Normes et interprétations nouvelles applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2009

#### 1.1.1 Normes entraînant un changement de présentation

Le Groupe a appliqué les normes suivantes qui sont d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2009. Ces normes affectent uniquement le format et l'étendue des informations présentées dans les comptes.

<sup>(1)</sup> disponibles sur le site : [http://ec.europa.eu/internal\\_market/accounting/ias\\_fr.htm#adopted-commission](http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm#adopted-commission)



→ IAS 1 révisée « Présentation des états financiers »

Selon IAS 1 révisée, les mouvements comptabilisés en capitaux propres (tels que les écarts de conversion et les variations de juste valeur des instruments financiers n'affectant pas le résultat net) doivent être séparés des transactions avec ou entre les actionnaires. Un nouvel état « Etat du résultat global » reprenant ces éléments est désormais intégré dans les états financiers consolidés.

Conformément à l'option laissée par IAS 1 révisée, le Groupe a choisi de présenter l'état du résultat global de façon séparée du compte de résultat consolidé, en commençant par le résultat net (y compris intérêts minoritaires) et en détaillant les autres éléments du résultat global.

→ IFRS 8 « Secteurs opérationnels »

Cette norme se substitue à la norme IAS 14 « Information sectorielle ». L'objectif de cette nouvelle norme est d'harmoniser l'information sectorielle publiée avec le reporting interne.

Il est rappelé que le Groupe est géré en un seul segment d'activité (voir note C. « Information sectorielle »). L'application d'IFRS 8 est donc sans incidence sur l'information présentée.

### 1.1.2 Autres normes et interprétations applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2009

- Amendements de la procédure annuelle d'amélioration des normes IFRS publiée en mai 2008
- IFRS 2 amendée « Conditions d'acquisition des droits et annulations »
- IAS 32 et IAS 1 amendées « Instruments financiers remboursables au gré du porteur ou en cas de liquidation »
- IFRIC 16 « Couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger »
- IAS 23 révisée « Coûts d'emprunts »
- IFRS 1 et IAS 27 révisées « Coût d'un investissement dans une filiale, une entité contrôlée conjointement ou une entreprise associée »
- IFRIC 13 « Programmes de fidélisations clients »

L'application de ces normes ou interprétations n'a pas d'impact significatif sur les comptes du Groupe au 30 juin 2009. S'agissant d'IAS 23 révisée, le Groupe avait déjà choisi dès le passage aux IFRS d'appliquer la capitalisation des intérêts intercalaires en immobilisations imposée par cette nouvelle norme.

## 1.2 Normes et interprétations applicables postérieurement au 30 juin 2009

### 1.2.1 Normes et interprétations applicables à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2009 et non encore adoptées par l'Union Européenne au 30 juin 2009

La norme et l'interprétation suivantes, seront d'application obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2009 dès lors qu'elles auront été approuvées par l'Union européenne :

- IFRIC 15 « Accords pour la construction d'un bien immobilier »
- IFRS 7 amendée « Amélioration des informations à fournir sur les instruments financiers »

Elles n'ont pas été appliquées aux comptes du 1<sup>er</sup> semestre 2009. Le Groupe ne s'attend pas à ce que leur application ait un impact significatif sur ses comptes.

### 1.2.2 Normes et interprétations non appliquées par anticipation

A l'exception d'IFRIC 12 « Concessions de services publics » qui a été appliquée par anticipation au 31 décembre 2008, le Groupe n'a pas anticipé de normes et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire au 1<sup>er</sup> janvier 2009 :

- IFRS 3 révisée « Regroupements d'entreprises (phase 2) »
- IAS 27 amendée « États financiers consolidés et individuels »
- IAS 39 amendée « Éléments éligibles à la couverture »
- IFRIC 17 « Distribution en nature aux actionnaires »
- IFRIC 18 « Transferts d'actifs des clients »
- IAS 39 et IFRIC 9 amendées « Dérivés incorporés »
- IFRS 5 amendée et autres amendements de la procédure annuelle d'amélioration des normes IFRS publiée en avril 2009

Le Groupe mène actuellement une analyse sur les impacts et les conséquences pratiques de l'application de ces normes et interprétations.

## 1.3 Incidence sur les informations comparatives au 30 juin 2008 des changements de méthode appliqués au 31 décembre 2008

### 1.3.1 IFRIC 12 : Traitement des contrats de concession

L'interprétation IFRIC 12, publiée en novembre 2006, a été adoptée par les membres de l'Accounting Regulatory Committee (ARC) le 6 novembre 2008 et a fait l'objet d'une ratification par la Commission européenne le 25 mars 2009. Considérant que cette interprétation permet de fournir une meilleure information financière, le Groupe a choisi d'en appliquer les principes dès la clôture du 31 décembre 2008. Conformément aux dispositions d'IAS 8, ce changement de méthode est appliqué rétrospectivement. Les données comparatives présentées au 30 juin 2008 ont donc été retraitées.

Les changements de méthode introduits par l'application d'IFRIC 12 dans les comptes consolidés du Groupe sont décrits en note A.1.3 « Changement de méthode IFRIC 12 : traitement comptable des contrats de concession » du rapport financier 2008 publié le 30 avril 2009. Les principes comptables sont précisés dans la note A.1.3.1 « Traitement comptable des contrats de concession » du même rapport financier 2008.

## Compte de résultat

(en millions d'euros)	30/06/2008		
	Publié	IFRIC 12	30/06/2008
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>511,4</b>	<b>- 163,0</b>	<b>674,4</b>
dont:			
<i>Chiffre d'affaires -hors construction de nouvelles infrastructures en concession</i>	<i>511,4</i>	<i>- 0,0</i>	<i>511,4</i>
<i>Chiffre d'affaires réalisé pour la construction de nouvelles infrastructures</i>	<i>0,0</i>	<i>- 163,0</i>	<i>163,0</i>
Produits des activités annexes	1,4	-	1,4
Charges opérationnelles	- 247,9	155,2	- 403,1
<b>RÉSULTAT OPÉRATIONNEL SUR ACTIVITÉ</b>	<b>264,9</b>	<b>- 7,8</b>	<b>272,7</b>
Paiement en actions	- 1,0	-	- 1,0
Résultats des entreprises associées	0,3	-	0,3
<b>RÉSULTAT OPÉRATIONNEL</b>	<b>264,1</b>	<b>- 7,8</b>	<b>271,9</b>
Coût de l'endettement financier brut	- 92,3	-	- 92,3
Produits financiers des placements de trésorerie	11,8	-	11,8
<b>Coût de l'endettement financier net</b>	<b>- 80,5</b>	<b>-</b>	<b>- 80,5</b>
Autres produits et charges financiers	49,7	- 0,2	49,9
Impôts sur les bénéfices	- 80,4	2,7	- 83,2
<b>RÉSULTAT NET</b>	<b>152,9</b>	<b>- 5,2</b>	<b>158,1</b>
Résultat net - part des minoritaires	0,0	-	0,0
<b>RÉSULTAT NET - part du Groupe</b>	<b>152,9</b>	<b>- 5,2</b>	<b>158,1</b>
<b>RÉSULTAT NET de base et dilué par action (en euros) - part du Groupe</b>	<b>37,7</b>	<b>- 1,3</b>	<b>39,0</b>

- (1) L'impact IFRIC 12 sur le chiffre d'affaires comprend essentiellement le chiffre d'affaires des travaux confiés par les sociétés concessionnaires à des entreprises tierces au titre de la conception et de la construction de nouvelles infrastructures.
- (2) L'impact IFRIC 12 sur les charges opérationnelles correspond aux coûts de construction engagés pour la réalisation des ouvrages concédés et au complément de provision pour obligation de maintien en état des ouvrages concédés.
- (3) L'impact IFRIC 12 sur les autres produits et charges financiers correspond à l'actualisation des provisions pour obligation de maintien en état des ouvrages concédés.



## Tableau de flux de trésorerie

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2008		30/06/2008
	Publié	IFRIC 12	
<b>RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ (y compris les intérêts minoritaires)</b>	<b>152,9</b>	<b>- 5,2</b>	<b>158,1</b>
Dotations nettes aux amortissements	95,0	2,0	93,0
Dotations nettes aux provisions	1,5	1,9	- 0,4
Paiements en actions (IFRS 2) et autres retraitements	- 0,3	-	- 0,3
Résultat sur cessions	0,2	-	0,2
Quote-part de résultat des entreprises associées	- 0,3	-	- 0,3
Dividendes des sociétés non consolidées	0,0	-	0,0
Coûts d'emprunt immobilisés	- 49,6	-	- 49,6
Coût de l'endettement financier net	80,5	-	80,5
Charges d'impôt (y compris impôts différés)	80,4	- 2,7	83,2
<b>CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT avant coût de financement et impôts</b>	<b>360,3</b>	<b>- 4,1</b>	<b>364,4</b>
Variation du BFR	8,1	-	8,1
Variation des provisions courantes	- 0,4	4,1	- 4,5
Impôts payés	- 89,7	-	- 89,7
Intérêts financiers nets payés	- 88,6	-	- 88,6
<b>FLUX DE TRÉSORERIE liés à l'activité I</b>	<b>189,8</b>	<b>-</b>	<b>189,8</b>
<i>Investissements en immobilisations corporelles et incorporelles</i>	<i>- 0,4</i>	<i>-</i>	<i>- 0,4</i>
<i>Cession des immobilisations corporelles et incorporelles</i>	<i>0,3</i>	<i>-</i>	<i>0,3</i>
Investissements opérationnels nets	- 0,1	-	- 0,1
Investissements en immobilisations du domaine concédé	- 174,3	-	- 174,3
Cession de titres de participation (consolidés et non consolidés)	0,0	-	0,0
Incidence nette des variations de périmètre	0,0	-	0,0
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence et non consolidées	0,3	-	0,3
<b>FLUX NETS DE TRÉSORERIE liés aux opérations d'investissement II</b>	<b>- 174,1</b>	<b>-</b>	<b>- 174,1</b>
Dividendes payés			
- aux actionnaires de COFIROUTE SA	- 30,0	-	- 30,0
Encaissements liés aux nouveaux emprunts	5,3	-	5,3
Remboursements d'emprunts & variation des autres dettes financières courantes	- 2,5	-	- 2,5
Variation des actifs de gestion de trésorerie et des autres dettes courantes	15,0	-	15,0
<b>FLUX NETS DE TRÉSORERIE liés aux opérations de financement III</b>	<b>- 12,1</b>	<b>-</b>	<b>- 12,1</b>
<b>VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE I + II + III</b>	<b>3,5</b>	<b>-</b>	<b>3,5</b>
Trésorerie nette à l'ouverture	477,4	-	477,4
Autres variations	- 0,2	-	- 0,2
<b>TRÉSORERIE NETTE À LA CLÔTURE</b>	<b>480,7</b>	<b>-</b>	<b>480,7</b>
Augmentation (diminution) des actifs financiers de gestion de trésorerie	- 15,0	-	- 15,0
(Émission) remboursement des emprunts	- 2,9	-	- 2,9
Autres variations	8,1	-	8,1
Incidence des variations de juste valeur	- 0,4	-	- 0,4
Incidence des variations des cours des devises	- 0,2	-	- 0,2
<b>VARIATION DE L'ENDETTEMENT NET</b>	<b>- 6,7</b>	<b>- 0,00</b>	<b>- 6,7</b>
Endettement net en début de période	- 3 259,6	-	- 3 259,6
<b>ENDETTEMENT NET EN FIN DE PÉRIODE</b>	<b>- 3 266,3</b>	<b>-</b>	<b>- 3 266,3</b>

### 1.3.2 Traitement des emprunts à taux bonifiés

Les amendements issus du processus annuel d'amélioration des normes IFRS ont été adoptés par l'Union européenne au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2009. Cofiroute avait choisi au 31 décembre 2008 d'appliquer par anticipation l'amendement de la norme IAS 20 qui précise le traitement des prêts à taux bonifiés accordés par certains organismes publics (cas des emprunts accordés par la Banque Européenne d'Investissement dans le cadre de financement de projets en concession). L'avantage économique qui résulte de la pratique d'un taux sensiblement inférieur au taux du marché est désormais considéré comme une subvention publique qui est portée en diminution des investissements réalisés à ce titre. Elle se traduit par une diminution corrélative des emprunts concernés dont la charge d'intérêt sera comptabilisée sur la base du taux d'intérêt aux conditions de marché.

Ce changement de méthode a été appliqué de manière prospective aux emprunts à taux bonifiés émis au cours de l'exercice 2008. L'impact sur l'ensemble de l'exercice 2008 est présenté en note A.1.2 « Changement de méthode : traitement des emprunts à taux bonifiés » du rapport financier 2008 publié le 30 avril 2009.

N'ayant pas souscrit d'emprunt à taux bonifié au cours du premier semestre 2008, les données comparatives au 30 juin 2008 n'ont pas été retraitées.

## 2. Méthodes de consolidation

### 2.1. Périmètre de consolidation

Les sociétés dont le groupe Cofiroute détient directement ou indirectement la majorité des droits de vote permettant le contrôle sont consolidées par intégration globale. Cela concerne les sociétés suivantes dont le Groupe détient 100 % du capital :

- COFIROUTE PARTICIPATIONS
- COFIROUTE CORPORATION, SR 91 et COFIROUTE USA
- COFIROUTE UK LTD

Les sociétés sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable sont consolidées par mise en équivalence.

Cela concerne notamment :

- OPERADORA AUTOPISTA DEL BOSQUE (OADB), dont le Groupe détient 40 % du capital
- Le CROSSING COMPANY LIMITED détenue à 42,86 % par COFIROUTE UK LTD.

Les sociétés sur lesquelles le Groupe exerce un contrôle conjoint avec d'autres actionnaires sont consolidées suivant la méthode de l'intégration proportionnelle. Cela ne concerne aucune des sociétés détenues par le Groupe.

Les comptes consolidés regroupent les états financiers des sociétés dont le chiffre d'affaires est supérieur à 2 millions d'euros, ainsi que ceux des entités dont le chiffre d'affaires est inférieur lorsque leur impact est significatif sur les comptes du Groupe.

Évolution du périmètre de consolidation :

	30/06/09			31/12/08			30/06/08		
	Total	France	Etranger	Total	France	Etranger	Total	France	Etranger
Intégration globale	6	2	4	6	2	4	6	2	4
Mise en équivalence	2	0	2	2	0	2	2	0	2
Nombre de sociétés	8	2	6	8	2	6	8	2	6

Le périmètre de consolidation est inchangé sur le premier semestre 2009.

## 2.2. Opérations intragroupe

Les opérations et transactions réciproques d'actif et de passif, de produits et de charges entre entreprises intégrées sont éliminées dans les comptes consolidés. Cette élimination est réalisée :

- En totalité si l'opération est réalisée entre deux filiales
- A hauteur du pourcentage d'intégration de l'entreprise intégrée proportionnellement si l'opération est réalisée entre une entreprise intégrée globalement et une entreprise intégrée proportionnellement
- A hauteur du pourcentage de détention de l'entreprise mise en équivalence dans le cas de résultat interne réalisé entre une entreprise intégrée globalement et une entreprise mise en équivalence

## 2.3. Conversion des états financiers des sociétés et des établissements étrangers

Dans la plupart des cas, la monnaie de fonctionnement des sociétés et établissements correspond à la monnaie du pays concerné.

Les états financiers des sociétés étrangères dont la monnaie de fonctionnement est différente de la monnaie de présentation des comptes consolidés du Groupe (euros) sont convertis au cours de clôture pour les éléments de bilan et au cours moyen de la période pour les éléments du compte de résultat. Les écarts de conversion en résultant sont enregistrés en écart de conversion dans les réserves consolidées.

## 2.4. Opérations en monnaie étrangère

Les opérations en monnaie étrangère sont converties en euros au cours de change en vigueur à la date d'opération. À la clôture de l'exercice, les actifs financiers et passifs monétaires libellés en monnaie étrangère sont convertis en euros au cours de change de clôture de l'exercice.

Les pertes et gains de change en découlant sont reconnus dans la rubrique résultat de change et présentés en autres produits et charges financiers au compte de résultat.

## 3. Règles et méthodes d'évaluation

### 3.1. Recours à des estimations

L'établissement des états financiers selon les normes IFRS nécessite d'effectuer des estimations et de formuler des hypothèses qui affectent les montants figurant dans ces états financiers.

Ces estimations partent d'une hypothèse de continuité d'exploitation et sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement. Les estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels peuvent être différents de ces estimations.

L'exercice 2008 et le 1<sup>er</sup> semestre 2009 ont été marqués par une crise économique et financière dont l'ampleur et la durée au-delà du 30 juin 2009 ne peuvent être anticipées avec précision. Les comptes consolidés de l'exercice ont été établis par référence à cet environnement immédiat, notamment pour les estimations présentées ci-dessous.

Le recours à des estimations concerne notamment les éléments suivants :

- Evaluations retenues pour les tests de pertes de valeur
- Valorisation des paiements en actions (charge IFRS 2)
- Evaluations des engagements de retraite
- Evaluations des provisions
- Détermination des taux d'actualisation retenus pour mettre en œuvre les tests de dépréciation d'actifs (IAS 36) et pour actualiser les provisions (IAS 37) et les avantages au personnel (IAS 19)
- Valorisation des instruments financiers à la juste valeur

Ces estimations et hypothèses sont détaillées page 43 du Rapport Financier 2008, publié le 30 avril 2009.

### 3.2. Règles et méthodes d'évaluation spécifiques appliquées dans le Groupe dans le cadre des arrêtés intermédiaires

#### 3.2.1 Evaluation de la charge d'impôt

La charge d'impôt du premier semestre est déterminée en appliquant au résultat avant impôt le taux d'impôt effectif de l'ensemble du Groupe estimé pour l'exercice 2009 (y compris fiscalité différée). Ce taux est, le cas échéant, ajusté des incidences fiscales liées aux éléments à caractère exceptionnel de la période.

#### 3.2.2 Engagements de retraites

En l'absence de variation significative de ces données au premier semestre 2009, il n'est pas effectué de calcul actuariel à la clôture des comptes consolidés intermédiaires résumés. La charge du semestre au titre des engagements de retraites est égale à la moitié de la charge calculée au titre de 2009 sur la base des hypothèses actuarielles au 31 décembre 2008, ajustée le cas échéant des variations significatives des hypothèses de marché (actualisation, inflation et rendement des actifs), et de la comptabilisation des réductions de régime (curtailment, settlements) conformément à IAS 19.

## C. Information sectorielle

Le Groupe est géré en un seul secteur d'activité, l'activité d'exploitation d'infrastructures autoroutières et de grands ouvrages (ponts et tunnels) dans le cadre de contrats de concession ou d'exploitation.

## D. Notes relatives au compte de résultat

### 4. Chiffre d'affaires

<i>(en millions d'euros)</i>	2009	2008 (*)	2008
	1er semestre	1er semestre	exercice
Chiffre d'affaires - Recettes de péage	500,8	499,9	1 055,2
Chiffre d'affaires - Autres	12,4	11,5	22,0
<b>Chiffres d'affaires - hors construction de nouvelles infrastructures</b>	<b>513,2</b>	<b>511,4</b>	<b>1 077,1</b>
Chiffres d'affaires - Construction de nouvelles infrastructures	82,3	163,0	272,4
<b>Chiffres d'affaires pour construction de nouvelles infrastructures</b>	<b>82,3</b>	<b>163,0</b>	<b>272,4</b>
<b>CHIFFRES D'AFFAIRES</b>	<b>595,4</b>	<b>674,4</b>	<b>1 349,5</b>

(\*) Chiffres retraités conformément au changement de méthode appliqué au 31 décembre 2008 (voir note B.1.3.1. « IFRIC 12 : traitement des contrats de concessions »).

La progression de la recette péage de 0,2 % se décompose comme suit :

- Trafic à réseau stable : - 0,9 %
- Trafic sections nouvelles : + 1,3 %
- Effet tarif : - 0,2 %

La baisse du chiffre d'affaires construction est liée à la fin de la réalisation du contrat de plan 2004-2008.



## 5. Résultat opérationnel

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>2009</b>	<b>2008 (*)</b>	<b>2008</b>
	<b>1er semestre</b>	<b>1er semestre</b>	<b>exercice</b>
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>595,4</b>	<b>674,4</b>	<b>1 349,5</b>
<b>Produits des activités annexes</b>	<b>1,0</b>	<b>1,4</b>	<b>3,5</b>
<b>Charges de construction de nouvelles infrastructures</b>	<b>- 82,3</b>	<b>- 163,0</b>	<b>- 272,4</b>
Achats consommés	- 6,1	- 4,9	- 10,5
Services extérieurs	- 32,2	- 38,7	- 90,2
Charges de personnel	- 55,4	- 51,5	- 96,1
Impôts et taxes	- 58,4	- 56,7	- 117,9
Amortissements	- 98,8	- 93,0	- 191,7
Dotations nettes aux provisions et autres	0,7	4,9	5,9
Autres produits et charges opérationnels	- 0,1	- 0,2	- 0,2
<b>Charges opérationnelles d'exploitation</b>	<b>- 250,4</b>	<b>- 240,1</b>	<b>- 500,8</b>
<b>Résultat opérationnel sur activité</b>	<b>263,8</b>	<b>272,7</b>	<b>579,8</b>
Paiements en actions	- 0,4	- 1,0	- 2,0
Résultat des entreprises associées	0,2	0,3	0,6
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>263,6</b>	<b>271,9</b>	<b>578,4</b>

(\*) Chiffres retraités conformément au changement de méthode appliqué au 31 décembre 2008 (voir note B.1.3.1. « IFRIC 12 : traitement des contrats de concessions »).

Le résultat opérationnel sur activité correspond à la mesure de la performance opérationnelle du Groupe avant effets des paiements en actions (IFRS 2) et du résultat des entreprises associées.

Il ressort à 263,8 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2009 (51,4% du chiffre d'affaires hors construction de nouvelles infrastructures) contre 272,7 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2008 (53,3% du chiffre d'affaires hors construction de nouvelles infrastructures), en baisse de 3,3%.

Le résultat opérationnel, après prise en compte du résultat des entreprises associées et des paiements en actions, s'élève à 263,6 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2009 (51,4% du chiffre d'affaires hors construction de nouvelles infrastructures) contre 271,9 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2008 (53,2% du chiffre d'affaires hors construction de nouvelles infrastructures), en baisse de 3,1%.

### Paiements en actions

La charge relative aux avantages accordés aux salariés a été évaluée à 0,4 million d'euros au titre du premier semestre 2009 (contre 1,0 million d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2008), dont 0,05 million d'euros au titre des plans options sur actions (contre 0,2 million d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2008), 0,05 million d'euros au titre du PEG (contre 0,2 million d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2008) et 0,3 million d'euros au titre du plan d'attribution d'actions gratuites (contre 0,6 million d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2008) (cf. note E13 « Paiements en actions »).

## 6. Charges et produits financiers

(en millions d'euros)	1er semestre 2009	1er semestre 2008 (*)	Exercice 2008
Coût de l'endettement financier brut	-80,2	-92,3	-193,6
Produits financiers des placements de trésorerie	3,9	11,8	23,9
<b>Coût de l'endettement financier net</b>	<b>-76,4</b>	<b>-80,5</b>	<b>-169,7</b>
Autres produits financiers	43,0	50,1	92,2
Autres charges financières	-4,8	-0,2	-3,9
<b>Autres charges et produits financiers</b>	<b>38,2</b>	<b>49,9</b>	<b>88,3</b>

(\*) Chiffres retraités conformément au changement de méthode appliqué au 31 décembre 2008 (voir note B.1.3.1 "IFRIC 12 : traitement des contrats de concessions").

Le coût de l'endettement financier net s'élève à -76,4 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2009 contre -80,5 millions d'euros au premier semestre 2008.

Les autres produits et charges financiers s'élèvent à 38,2 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2009 contre 49,9 millions d'euros au premier semestre 2008. Ils intègrent principalement les coûts d'emprunts immobilisés sur les ouvrages en cours du domaine concédé pour 42,2 millions d'euros au premier semestre 2009 contre 49,6 millions d'euros au premier semestre 2008, ainsi que les coûts d'actualisation pour un montant de 4,6 millions d'euros.

## 7. Impôts sur les bénéfices

La charge d'impôt s'élève à 79,6 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2009, contre 83,2 millions d'euros au premier semestre 2008.

Le taux effectif d'impôt, hors incidence des paiements en actions, est de 35,30 % contre 34,47 % au 30 juin 2008.

Ce taux est légèrement supérieur au taux d'impôt théorique de 34,43 % (taux d'imposition de droit commun en vigueur en France), du fait principalement de l'imposition des résultats de certaines filiales à l'étranger à un taux supérieur.

## 8. Résultat par action

Le nombre d'actions de la société est de 4 058 516 sans changement sur les exercices 2009 et 2008. La société n'a émis aucun instrument susceptible de donner droit à des actions. Il en résulte que le nombre d'actions à prendre en considération pour le calcul du résultat par action, de base et dilué en 2009 et en 2008 est de 4 058 516.

## E. Notes relatives au bilan

## 9. Immobilisations incorporelles du domaine concédé

## 9.1. Ventilation des immobilisations incorporelles du domaine concédé

<i>(en millions d'euros)</i>	Coût des infrastructures en service	Avances et Encours	Total
<b>Valeur brute</b>	<b>(1)</b>		
<b>Au 01/01/2008</b>	<b>4 911,2</b>	<b>1 798,7</b>	<b>6 709,9</b>
Acquisitions de l'exercice	155,5	213,5	369,0
Sorties de l'exercice	- 0,7	0,0	- 0,7
Autres mouvements	357,0	- 378,1	- 21,0
	<b>5 423,0</b>	<b>1 634,1</b>	<b>7 057,1</b>
Subventions reçues	- 3,6		- 3,6
<b>Au 31/12/2008</b>	<b>5 419,4</b>	<b>1 634,1</b>	<b>7 053,5</b>
Acquisitions de l'exercice	22,1	98,1	120,2
Sorties de l'exercice			0,0
Autres mouvements	5,5	- 2,8	2,8
	<b>5 447,0</b>	<b>1 729,5</b>	<b>7 176,5</b>
Subventions reçues	- 1,2		- 1,2
<b>Au 30/06/2009</b>	<b>5 445,8</b>	<b>1 729,5</b>	<b>7 175,3</b>
<b>Amortissements et pertes de valeur</b>			
<b>Au 01/01/2008</b>	<b>- 1 694,5</b>	<b>0,0</b>	<b>- 1 694,5</b>
Amortissements de la période	- 165,8		- 165,8
Pertes de valeur			0,0
Reprises de pertes de valeur			0,0
Sorties de l'exercice	0,7		0,7
Autres mouvements	0,0		0,0
<b>Au 31/12/2008</b>	<b>- 1 859,6</b>	<b>0,0</b>	<b>- 1 859,6</b>
Amortissements de la période	- 83,9		- 83,9
Sorties de l'exercice			0,0
Autres mouvements			0,0
<b>Au 30/06/2009</b>	<b>- 1 943,5</b>	<b>0,0</b>	<b>- 1 943,5</b>
<b>Valeur nette</b>			
<b>Au 01/01/2008</b>	<b>3 216,7</b>	<b>1 798,7</b>	<b>5 015,4</b>
<b>Au 31/12/2008</b>	<b>3 559,8</b>	<b>1 634,1</b>	<b>5 193,9</b>
<b>Au 30/06/2009</b>	<b>3 502,4</b>	<b>1 729,5</b>	<b>5 231,9</b>

(1) subventions déduites

Les acquisitions du premier semestre s'élèvent à 120,2 millions d'euros (contre 369 millions d'euros en 2008), investissements réalisés par Cofiroute dans le cadre de ses contrats de concession.

Au cours du premier semestre 2009, les coûts d'emprunts incorporés durant la période dans le coût des immobilisations incorporelles du domaine concédé avant leur mise en service s'élèvent à 42,2 millions (contre 49,6 millions d'euros en 2008).

Les immobilisations incorporelles en cours du domaine concédé s'élèvent à 1 729,5 millions d'euros au 30 juin 2009 dont 1 685,8 millions d'euros pour l'A86.

## 9.2. Engagements donnés au titre des contrats de concession

### Obligations contractuelles d'investissement et de renouvellement :

Dans le cadre des contrats de concession qu'il a conclus, le Groupe s'est engagé à réaliser certains investissements d'infrastructure qu'il est destiné à exploiter, en tant que société concessionnaire.

Un contrat de plan, définissant principalement les investissements à réaliser et le dispositif tarifaire applicable, s'est achevé fin 2008. Un nouveau contrat de plan est en cours de négociation.

Disposant d'un cadre contractuel bien défini, Cofiroute bénéficie d'une bonne visibilité sur ses perspectives.

Au 30 juin 2009, le montant d'engagement d'investissements prévus pour les cinq prochaines années, dans le cadre des contrats de concession et du contrat de plan, concerne principalement le réseau interurbain pour 284,0 millions d'euros et 199,3 millions d'euros pour l'A86 (contre 294,1 millions d'euros pour le réseau interurbain et 226,0 millions d'euros pour l'A86 au 31 décembre 2008).

## 10. Immobilisations corporelles

<i>(en millions d'euros)</i>	Immobilisations corporelles du domaine concedé	Terrains	Agencements	Matériels et Installations techniques	Total
<b>Valeur brute</b>					
<b>Au 01/01/2008</b>	<b>653,1</b>	<b>1,2</b>	<b>9,5</b>	<b>21,3</b>	<b>685,1</b>
Acquisitions de l'exercice	103,6			1,1	104,7
Sorties de l'exercice	- 15,7	- 0,3		- 1,0	- 17,0
Autres mouvements	4,4	0,2		0,0	4,6
<b>Au 31/12/2008</b>	<b>745,4</b>	<b>1,0</b>	<b>9,5</b>	<b>21,5</b>	<b>777,4</b>
Acquisitions de l'exercice	41,0			2,5	43,5
Sorties de l'exercice	- 1,4	- 0,1	- 4,3	- 0,1	- 5,8
Autres mouvements	- 3,7	0,2		0,7	- 2,8
<b>Au 30/06/2009</b>	<b>781,3</b>	<b>1,2</b>	<b>5,2</b>	<b>24,6</b>	<b>812,2</b>
<b>Amortissements et pertes de valeur</b>					
<b>Au 01/01/2008</b>	<b>- 169,8</b>	<b>0,0</b>	<b>- 8,5</b>	<b>- 18,2</b>	<b>- 196,5</b>
Amortissements de la période	- 24,0		- 0,6	- 1,4	- 26,0
Sorties de l'exercice	15,5			1,0	16,5
Autres mouvements	- 0,3			0,1	- 0,2
<b>Au 31/12/2008</b>	<b>- 178,6</b>	<b>0,0</b>	<b>- 9,2</b>	<b>- 18,6</b>	<b>- 206,3</b>
Amortissements de la période	- 14,3		- 0,0	- 0,6	- 14,9
Sorties de l'exercice	1,2		4,3	0,1	5,6
Autres mouvements				0,0	0,0
<b>Au 30/06/2009</b>	<b>- 191,6</b>	<b>0,0</b>	<b>- 4,9</b>	<b>- 19,1</b>	<b>- 215,7</b>
<b>Valeur nette</b>					
<b>Au 01/01/2008</b>	<b>483,3</b>	<b>1,2</b>	<b>1,0</b>	<b>3,1</b>	<b>488,5</b>
<b>Au 31/12/2008</b>	<b>566,8</b>	<b>1,0</b>	<b>0,3</b>	<b>2,9</b>	<b>571,1</b>
<b>Au 30/06/2009</b>	<b>589,6</b>	<b>1,2</b>	<b>0,3</b>	<b>5,5</b>	<b>596,6</b>

## 11. Autres actifs financiers non courants et juste valeur des produits dérivés actifs non courants

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/09	31/12/08
Actifs disponibles à la vente	1,0	0,4
Prêts et créances au coût amorti	0,0	0,0
Juste valeur des produits dérivés actifs non courants (*)	21,7	19,2
<b>Autres actifs financiers non courants et juste valeur des produits dérivés actifs non courants</b>	<b>22,7</b>	<b>19,6</b>

(\*) Voir note E.17 : informations relatives à la gestion des risques financiers

Les autres actifs financiers non courants concernent, pour l'essentiel, les titres de participation non cotés dans les filiales dont les données financières sont inférieures aux seuils de consolidation retenus par Cofiroute. Ils correspondent à la catégorie des actifs disponibles à la vente au sens de la norme IAS 39 et s'élèvent à 1 million d'euros au 30 juin 2009 sans changement majeur sur la période.

## 12. Capitaux propres

### 12.1. Éléments constatés directement en capitaux propres

Les tableaux suivants détaillent les mouvements sur ces éléments par nature d'instruments financiers :

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/09	31/12/08
<b>Couverture de flux de trésorerie</b>		
Réserve à l'ouverture	- 1,5	4,0
Variations de juste valeur de la période	- 5,9	- 6,1
Éléments de juste valeur constatés en résultat	- 0,2	0,6
<b>Réserve de juste valeur de clôture</b>	<b>- 7,5</b>	<b>- 1,5</b>

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/09	31/12/08
<b>Total des éléments constatés directement en capitaux propres</b>		
Réserve brute	- 7,5	- 1,5
Effet impôt associé	2,6	0,5
<b>Réserve nette d'impôt</b>	<b>- 5,0</b>	<b>- 1,0</b>

### 12.2. Dividendes

Les dividendes attribués au titre des exercices 2008 et 2007 s'analysent de la façon suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	2008	2007
<b>Acompte sur dividende</b> (versé en novembre de l'année N)		
Montant <i>(en millions d'euros)</i> (I)	152,8	158,3
Par action en euros	37,65	39,00
<b>Solde du dividende distribué</b> (versé en avril de l'année N+1)		
Montant <i>(en millions d'euros)</i> (II)	35,5	30,0
Par action en euros	8,75	7,40
<b>Dividende net global attribué à chaque action</b>		
Montant <i>(en millions d'euros)</i> (I) + (II)	188,3	188,3
Par action en euros	46,40	46,40

Cofiroute a procédé au versement du solde de dividendes 2008 en avril 2009 pour un montant de 35,5 millions d'euros.

Les flux constatés pour 2008 de 182,8 millions d'euros correspondent au solde des dividendes 2007 de 30,0 millions d'euros et à l'acompte sur dividendes 2008 de 152,8 millions d'euros.

### 13. Paiements en action

Les salariés du groupe Cofiroute bénéficient de plans d'options d'achat, de plans d'actions gratuites et du plan d'épargne Groupe octroyés par la société mère VINCI. La charge globale comptabilisée au 30 juin 2009 au titre des paiements en actions s'est élevée à 0,4 million d'euros dont 0,05 million d'euros au titre du plan d'épargne Groupe, contre 0,2 million d'euros au 30 juin 2008.

Concernant le plan d'épargne Groupe, le Conseil d'Administration de VINCI définit les conditions de souscription conformément aux autorisations de l'assemblée générale. Pour la France, VINCI procède trois fois par an à des augmentations de capital réservées aux salariés, avec un prix de souscription comportant une décote de 10 % par rapport au cours de la Bourse. Les souscripteurs bénéficient d'un abondement de leur entreprise plafonné à 3 500 euros par an, ce montant étant porté à titre exceptionnel à 3 800 euros en 2009. Les avantages ainsi consentis aux salariés du Groupe sont comptabilisés en résultat et évalués conformément à IFRS 2 sur la base des hypothèses suivantes :

- Durée de la période de souscription : 4 mois
- Durée de la période d'indisponibilité : 5 ans à compter de la fin de période de souscription

### 14. Provisions non courantes

<i>(en millions d'euros)</i>	Note	30/06/09	31/12/08
Provisions pour retraites	14.1	1,2	0,8
Autres provisions non courantes	14.2	20,4	21,1
<b>Provisions non courantes</b>		<b>21,5</b>	<b>21,9</b>

#### 14.1. Provisions pour retraite

Les provisions pour engagements de retraite s'élèvent à 1,2 million d'euros (intégralement à plus d'un an) au 30 juin 2009 contre 0,8 million d'euros au 31 décembre 2008 (intégralement à plus d'un an).

Elles comprennent, d'une part, les provisions au titre des indemnités de départ à la retraite et, d'autre part, les provisions au titre des engagements de retraite complémentaires.

## 14.2. Autres provisions non courantes

Au cours du premier semestre 2009 et de l'exercice 2008, les provisions non courantes figurant au passif du bilan ont évolué comme suit :

	Ouverture	Dotations	Utilisations	Variations de périmètre et divers	Variation de la part à moins d'un an non courant	Clôture
<i>(en millions d'euros)</i>						
<b>01/01/08</b>	1,8	12,1	- 8,2	- 0,1	9,6	<b>15,2</b>
Autres avantages au personnel (1)	13,2	3,3	- 0,8			15,7
Risques financiers	0,0					0,0
Autres risques	3,7	3,7	- 0,1			7,3
Reclassement part à moins d'un an non courant	- 1,8				- 0,3	- 2,0
<b>31/12/08</b>	<b>15,2</b>	<b>7,0</b>	<b>- 0,9</b>	<b>0,0</b>	<b>- 0,3</b>	<b>21,1</b>
Autres avantages au personnel (1)	15,7		- 3,1	0,0		12,6
Risques financiers	0,0			0,0		0,0
Autres risques	7,3	2,9	- 1,0	0,0		9,2
Reclassement part à moins d'un an non courant	- 2,0			0,0	0,5	- 1,5
<b>30/06/09</b>	<b>21,1</b>	<b>2,9</b>	<b>- 4,1</b>	<b>0,0</b>	<b>0,5</b>	<b>20,4</b>

(1) essentiellement provisions relatives aux accords de cessation anticipée d'activité des travailleurs salariés (CATS) (détail note 16.2.1. "Autres avantages au personnel" du Rapport Financier 2008, déposé auprès de l'AMF le 30 avril 2009)

## 15. Besoin en fonds de roulement et provisions courantes

### 15.1. Variation du besoin en fonds de roulement

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/09	30/06/08	31/12/08	Variations 30/06/09 - 31/12/08	
				liées à l'activité	créances / dettes sur immobilisations
Stocks et travaux en cours (en valeur nette)	1,4	1,4	1,4	0,0	
Clients et autres créances d'exploitation	94,8	121,3	77,6	17,2	
Autres actifs courants	2,1	1,9	12,6	- 10,4	
<b>Stocks et créances d'exploitation (I)</b>	<b>98,4</b>	<b>124,6</b>	<b>91,6</b>	<b>6,8</b>	<b>0,0</b>
Dettes fournisseurs	- 77,5	- 118,5	- 115,9	- 4,4	42,9
Autres passifs courants	- 80,0	- 88,0	- 90,6	10,6	
<b>Fournisseurs et autres dettes d'exploitation (II)</b>	<b>- 157,5</b>	<b>- 206,5</b>	<b>- 206,5</b>	<b>6,1</b>	<b>42,9</b>
<b>Besoin en fonds de roulement (avant provisions courantes) (I+II)</b>	<b>- 59,1</b>	<b>- 81,9</b>	<b>- 115,0</b>	<b>12,9</b>	<b>42,9</b>
<b>Provisions courantes</b>	<b>- 177,8</b>	<b>- 171,2</b>	<b>- 171,1</b>	<b>- 6,8</b>	
<i>dont la part à moins d'un an des provisions non courantes</i>	- 0,6	- 0,7	0,8	- 1,4	
<b>Besoin en fonds de roulement (après provisions courantes)</b>	<b>- 236,9</b>	<b>- 253,2</b>	<b>- 286,0</b>		

(\*) principalement mouvements de périmètre et écarts de conversion

Le besoin en fonds de roulement (BFR) lié à l'activité comprend les actifs et passifs courants liés à l'exploitation, à l'exclusion des actifs et passifs d'impôt exigible et des autres actifs et passifs courants à caractère financier.



## 15.2. Analyse des provisions courantes

Au cours du premier semestre 2009, les provisions courantes figurant au passif du bilan ont évolué comme suit :

(en millions d'euros)	Ouverture	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Variation de la part à moins d'un an non courant	Clôture
<b>01/01/08</b>	182,8	32,3	- 22,7	- 5,9	- 10,7	175,9
Remises en état	2,3		- 0,5			1,9
Litiges	0,0					0,0
Maintien en l'état de l'actif incorporel concédé	172,9	3,7	- 8,2			168,4
Reclassement part à moins d'un an non courant	0,7				0,1	0,8
<b>31/12/08</b>	<b>175,9</b>	<b>3,7</b>	<b>- 8,7</b>	<b>0,0</b>	<b>0,1</b>	<b>171,1</b>
Remises en état	1,9		- 0,0			1,9
Litiges	0,0					0,0
Maintien en l'état de l'actif incorporel concédé	168,4	19,0	- 12,0			175,4
Reclassement part à moins d'un an non courant	0,8				- 0,2	0,6
<b>30/06/09</b>	<b>171,1</b>	<b>19,0</b>	<b>- 12,0</b>	<b>0,0</b>	<b>- 0,2</b>	<b>177,8</b>

Les provisions courantes, rattachées directement au cycle d'exploitation, s'élèvent au 30 juin 2009 à 177,8 millions d'euros (y compris la part à moins d'un an des provisions non courantes) contre 171,1 millions d'euros au 31 décembre 2008. Les provisions courantes correspondent principalement aux provisions pour maintien en l'état de l'actif incorporel concédé.

## 16. Informations relatives à l'endettement financier net

## 16.1 Endettement financier net

L'endettement financier net, tel que défini par le Groupe, s'analyse comme suit :

Catégories comptables (en millions d'euros)	Note ref.	30/06/2009			31/12/2008			
		NON COURANT	COURANT *	TOTAL	NON COURANT	COURANT *	TOTAL	
Passifs évalués aux coûts amortis	Emprunts obligataires	-2 237,0	-354,8	-2 591,8	-2 240,7	-374,7	-2 615,4	
	Autres emprunts bancaires et autres dettes financières	-1 099,3	-9,2	-1 108,5	-1 098,5	-12,0	-1 110,4	
	Ligne de Crédit		-0,1	-0,1		-0,1	-0,1	
	<b>Dettes financières long terme</b>	<b>-3 336,3</b>	<b>-364,1</b>	<b>-3 700,4</b>	<b>-3 339,1</b>	<b>-386,8</b>	<b>-3 726,0</b>	
	Autres dettes financières courantes	0,0	-0,1	-0,1	0,0	-0,1	-0,1	
	Découverts bancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
	<b>I - Dettes financières brutes dont</b>	<b>-3 336,3</b>	<b>-364,1</b>	<b>-3 700,5</b>	<b>-3 339,1</b>	<b>-386,9</b>	<b>-3 726,0</b>	
	<i>Incidence des couvertures de juste valeur</i>	21,7	4,2	25,9	19,2	6,5	25,7	
<i>Dettes financières brutes avant incidence de juste valeur</i>	<b>-3 358,0</b>	<b>-368,3</b>	<b>-3 726,3</b>	<b>-3 358,3</b>	<b>-393,4</b>	<b>-3 751,7</b>		
Actifs évalués à la juste valeur par résultat (option de juste valeur)	Actifs financiers de gestion de trésorerie courante non équivalent de trésorerie	16.2.2		139,7		9,4	9,4	
	Equivalent de trésorerie	16.2.2		270,6		388,3	388,3	
	Disponibilités	16.2.2		12,4		14,3	14,3	
	<b>II - Actifs financiers</b>		<b>0,0</b>	<b>422,7</b>	<b>422,7</b>	<b>0,0</b>	<b>412,0</b>	<b>412,0</b>
Dérivés	Instruments dérivés passifs	17	-10,8	-25,2	-36,1	-5,0	-26,9	-31,9
	Instruments dérivés actifs	17	21,7	76,4	98,1	19,2	69,8	89,0
	<b>III - Instruments dérivés</b>		<b>10,8</b>	<b>51,1</b>	<b>62,0</b>	<b>14,2</b>	<b>42,9</b>	<b>57,1</b>
<b>Endettement financier net (I + II + III)</b>		<b>-3 325,5</b>	<b>109,7</b>	<b>-3 215,8</b>	<b>-3 324,9</b>	<b>68,0</b>	<b>-3 257,0</b>	

\* Part courante incluant les intérêts courus non échus

Au 30 juin 2009, le Groupe affiche un endettement financier net de 3,2 milliards d'euros, sans modification majeure par rapport au 31 décembre 2008. Le faible écart résulte de la variation des Intérêts courus non échus, ainsi que de la progression de la valeur des dérivés et des actifs financiers.

Réconciliation de l'endettement financier net avec les postes du bilan :

(en millions d'euros)	30/06/2009	31/12/2008
Emprunt obligataires (non courant)	-2 237,0	-2 240,7
Autres emprunts de dettes financières	-1 099,3	-1 098,5
Dettes financières courantes	-364,1	-386,9
Actif financiers de gestion de trésorerie	139,7	9,4
Disponibilités et équivalent de trésorerie	283,0	402,6
Juste valeur des produits dérivés actifs non courants	21,7	19,2
Juste valeur des produits dérivés passifs non courants	-10,8	-5,0
Juste valeur des produits dérivés actifs courants	76,4	69,8
Juste valeur des produits dérivés passifs courants	-25,2	-26,9
<b>Endettement financier net</b>	<b>-3 215,8</b>	<b>-3 257,0</b>

Les instruments dérivés sont présentés au bilan, selon leurs maturités et leurs qualifications comptables, en autres actifs ou passifs financiers non courants pour la part à plus d'un an, et autres actifs ou passifs financiers courants pour la part à moins d'un an.

## 16.2. Ressources et liquidités

Au 30 juin 2009, le Groupe disposait d'un montant de 1 442,7 millions d'euros de ressources disponibles (1 432,0 millions d'euros au 31 décembre 2008), dont :

- 422,7 millions d'euros de trésorerie nette gérée (412,0 millions d'euros au 31 décembre 2008), en augmentation de 10,7 millions d'euros
- 1 020 millions d'euros constitués de lignes de crédit bancaires à moyen terme confirmées non consommées

Cofiroute dispose d'un programme de billets de trésorerie de 450 millions d'euros noté A-2 par Standard & Poor's, non utilisé au 30 juin 2009.

### 16.2.1. Echancier des dettes financières et des flux d'intérêt associés

Au 30 juin 2009, la maturité moyenne de la dette financière long terme du Groupe est de 9,6 ans en diminution de 0,5 an par rapport au 31 décembre 2008.

## 16.2.2. Trésorerie nette gérée

La trésorerie nette gérée incluant les actifs financiers de gestion de trésorerie s'analyse comme suit :

(en millions d'euros)	30/06/2009	31/12/2008
<b>Equivalents de trésorerie</b>	<b>270,6</b>	<b>388,3</b>
<i>Valeurs mobilières de placements (OPCVM)</i>	270,6	257,6
<i>Titres de créances négociables ayant une maturité inférieure à 3 mois à l'origine</i>	0,0	130,7
<b>Disponibilités</b>	<b>12,4</b>	<b>14,3</b>
<b>Découverts bancaires</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
<b>Trésorerie nette</b>	<b>283,0</b>	<b>402,6</b>
<b>Actifs financiers de gestion de trésorerie</b>	<b>139,7</b>	<b>9,4</b>
<i>Valeurs mobilières de placements (OPCVM)</i>	9,5	9,4
<i>Titres de créances négociables ayant une maturité inférieure à 3 mois à l'origine</i>	0,0	0,0
<i>Titres de créances négociables ayant une maturité supérieure à 3 mois à l'origine</i>	130,2	0,0
<b>Billets de trésorerie émis</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
<b>Trésorerie nette gérée</b>	<b>422,7</b>	<b>412,0</b>

Les supports d'investissements utilisés par le Groupe sont principalement des OPCVM monétaires ainsi que des titres de créances négociables (certificats de dépôts bancaires et comptes à termes). Ils sont évalués et comptabilisés à leur juste valeur.

Ces différents actifs financiers («Actifs financiers de gestion de trésorerie courante» et «Équivalents de trésorerie») correspondent aux lignes directrices définies par VINCI, dans le respect des supports de placements et des contreparties autorisés au sein du Groupe.

Ils sont suivis régulièrement au travers de reporting détaillant le rendement des différents actifs sur la base de leur juste valeur et contrôlant le niveau de risque associé.

Les actifs financiers de gestion de trésorerie courante et les équivalents de trésorerie correspondent pour l'essentiel au placement des excédents nets de trésorerie du Groupe. Au 30 juin 2009, l'encours géré représentait 422,7 millions d'euros.

## 16.2.3. Ligne de crédit bancaire

Le Groupe dispose au 30 juin 2009 d'un crédit bancaire confirmé non utilisé de 1 020 millions d'euros à échéance 2011.

Les montants autorisés, utilisés et les maturités des lignes de crédit sont décrits dans le tableau ci-dessous :

(en millions d'euros)	Utilisation au 30/06/2009	Autorisation au 30/06/2009	Échéances		
			< à 1an	de 1 À 5 ans	au-delà de 5 ans
Crédit syndiqué	0	0			
Ligne crédit revolving	0	1 020		1 020	
Prêt à terme	0	0			0
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>1 020</b>	<b>0</b>	<b>1 020</b>	<b>0</b>

#### 16.2.4. Covenants financiers

Les contrats de financement du Groupe (emprunts obligataires, bancaires et lignes de crédit) ne comportent pas de covenants financiers.

Par ailleurs, certains contrats de financement prévoient qu'un changement de contrôle de l'emprunteur peut constituer un cas de remboursement anticipé obligatoire ou d'exigibilité anticipée.

#### 16.2.5. Notation de crédit

Au 30 juin 2009, le Groupe dispose d'une notation de crédit de Standard & Poor's :

- A long terme : BBB + perspective stable
- A court terme : A-2

### 17. Informations relatives à la gestion des risques financiers

L'exposition aux risques au 30 juin 2009 est sensiblement identique à celle du 31 décembre 2008 décrite en note 18 du Rapport Financier 2008 publié 30 avril 2009.

### 18. Transactions avec les parties liées

Les transactions avec les parties liées concernent :

- La rémunération et les avantages assimilés accordés aux membres des organes d'administration et de la direction
- Les opérations avec le groupe VINCI, avec le groupe COLAS et autres parties liées (essentiellement des sociétés dans lesquelles le Groupe détient une participation)

Au premier semestre 2009, il n'y a pas eu de modification significative dans la nature des transactions avec les parties liées par rapport au 31 décembre 2008 (ces dernières sont mentionnées en note C.21 «Transactions avec les parties liées» du Rapport Financier 2008, publié le 30 avril 2009).

### 19. Obligations contractuelles et autres engagements donnés et reçus

Les engagements donnés et reçus par le Groupe au titre des contrats de concession figurent en note E.9.1 au titre des contrats de concession.

## F. Événements postérieurs à la clôture

Le Duplex A86 a été mis en service début juillet 2009. Jusqu'au mois de septembre, le Duplex A86 est ouvert de 6 heures à 22 heures. Il sera ensuite ouvert 24h/24. Construit, financé et exploité par Cofiroute, ce tunnel de 4,5 km de long relie Rueil-Malmaison (Hauts-de-Seine) à l'échangeur A13 (communes de Vaucresson - Hauts-de-Seine et Le Chesnay - Yvelines).

# Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle 2009

Période du 1er janvier 2009 au 30 juin 2009

COFIROUTE

Société anonyme

Siège social : 6 à 10 rue Troyon - 92316 Sèvres cedex

Capital social : € 158 282 124

Mesdames Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes consolidés intermédiaires résumés de la société COFIROUTE, relatifs à la période du 1er janvier 2009 au 30 juin 2009, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes consolidés intermédiaires résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'administration dans un contexte de crise économique et financière, décrit dans la note B 3.1 de l'annexe aux comptes consolidés intermédiaires résumés, dont l'ampleur et la durée au delà du 30 juin 2009 ne peuvent être anticipées avec précision, contexte qui prévalait déjà à la clôture de l'exercice au 31 décembre 2008. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

## I- Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes consolidés intermédiaires résumés avec la norme IAS 34 -norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

## II- Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes consolidés intermédiaires résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés intermédiaires résumés.

Paris La Défense et Neuilly-sur-Seine, le 28 août 2009

Les Commissaires aux Comptes

Salustro Reydel Membre de KPMG International

Philippe BOURHIS

Deloitte & Associés

Thierry BENOIT

# Attestation du responsable du Rapport financier semestriel

J'atteste qu'à ma connaissance, les comptes consolidés intermédiaires résumés, présentés dans le rapport financier semestriel, sont établis conformément aux normes comptables applicables et qu'ils donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de Cofiroute et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité (figurant en pages 3 à 7) présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice et de leur incidence sur les comptes semestriels, des principales transactions entre les parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Pierre COPPEY  
Président-directeur général





Direction financière  
6 à 10 rue Troyon • 92316 Sèvres cedex • France  
Tél. : + 33 1 41 14 70 00 • [www.cofiroute.fr](http://www.cofiroute.fr)